

GUINÉE-BISSAU

Le président tué par des militaires après un attentat contre le chef de l'armée

Le président de Guinée-Bissau, Joao Bernardo Vieira, a été tué par des militaires hier à Bissau, quelques heures après l'assassinat du chef d'état-major de l'armée, plongeant dans la confusion ce petit pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, déjà fragilisé par le narcotrafic.

Face aux condamnations de la communauté internationale, les officiers de l'état-major ont très rapidement affirmé que l'armée «respectera l'ordre constitutionnel et la démocratie».

Hier à la mi-journée, la situation était calme dans la capitale, Bissau. «Le président Vieira a été tué par l'armée au moment où il tentait de fuir sa maison attaquée par un groupe de militaires proches du chef d'état-major Tagmé Na Waié ce matin (lundi) vers 04h» locales et GMT, a déclaré le capitaine de frégate Zamora Induta. Selon lui, le président Vieira a été «fauché par des balles tirées par ces militaires».

Dimanche soir, le chef d'état-major des forces armées, le général Tagmé Na Waié, avait été mortellement blessé dans un attentat à l'explosif contre le quartier général de l'armée.

Le capitaine Induta, responsable des relations extérieures de l'armée, a accusé le président Vieira d'avoir été «l'un des principaux responsables de la mort de Tagmé». «Le pays va démarrer mainte-

nant. Cet homme a bloqué tous les élans dans ce petit pays», a-t-il ajouté. Joao Bernardo Vieira (dit «Nino»), 69 ans, a passé quasiment 23 ans à la tête de la Guinée-Bissau, ex-colonie portugaise située entre le Sénégal et la Guinée. Il avait été réélu à la présidence en

2005, six ans après la fin de la guerre civile de 11 mois (1998-99) qui l'avait chassé du pouvoir. Quelques heures après la mort du président, l'état-major a publié un communiqué dans lequel il assure que «l'armée respectera l'ordre constitutionnel et la démocratie» et lance un appel au calme à la population. Un groupe comprenant les chefs d'état-major des trois corps (air, mer et terre) et des officiers supérieurs ont rencontré hier matin le gouvernement formé début janvier par le Premier ministre Carlos

Gomes Junior, selon une source militaire. Selon la Constitution, le président de l'Assemblée nationale Raimundo Pereira est chargé d'assurer l'intérim et d'organiser une élection présidentielle dans les 60 jours, a précisé à l'AFP le juriste Victor Vamain.

Ces nouvelles violences ont été vivement condamnées par la communauté internationale. Le Portugal a «condamné avec véhémence» ces assassinats, tout comme l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats

d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Ces derniers mois, le chef des armées et le président nourrissaient une profonde défiance réciproque. Début janvier, le général Tagmé Na Waié avait affirmé avoir échappé à une tentative d'assassinat et avait accusé le clan présidentiel d'avoir voulu le «liquider». Le 23 novembre, un groupe de militaires avait mené une attaque de nuit contre la résidence du président Vieira, faisant deux morts au sein de sa garde. Le président avait alors reproché au général Tagmé Na

Waié de ne pas être intervenu. Coups d'Etat, tentatives de coups de force et mutineries ont ponctué l'histoire de la Guinée-Bissau depuis son indépendance en 1974. En novembre, l'ONU avait salué comme une «victoire pour la démocratie» le déroulement paisible des élections législatives. La communauté internationale entendait favoriser l'établissement d'un gouvernement stable, dans un pays considéré comme un «point clef d'entrée» de la cocaïne sud-américaine vers l'Europe.

Du retour au pouvoir de Vieira à sa mort

Principaux événements en Guinée-Bissau depuis le retour au pouvoir en 2005 de Joao Bernardo Vieira, tué hier matin par des militaires après la mort du chef d'état-major des armées dans un attentat.

- 24 juillet 2005 : Joao Bernardo Vieira (dit «Nino»), candidat sans étiquette, remporte le second tour de l'élection présidentielle.
- Il avait dirigé le pays entre 1980 et 1999 avant d'être chassé du pouvoir par une rébellion de onze mois.
- 29 octobre : Il dissout le gouvernement de Carlos Gomes Junior.
- 2 novembre : Aristide Gomes, un proche de Vieira, est nommé Premier ministre.
- Mars-avril 2006 : Des combats opposent l'armée et une faction du Mouvement des

- forces démocratiques de Casamance (MFDC, ex-rébellion sénégalaise).
- 6 janvier 2007 : L'ex-chef d'état-major de la marine, Mohamed Lamine Sanha, décède des suites de blessures par balles, après avoir été attaqué par des hommes armés.
- Du 10 au 29 janvier, Carlos Gomes Junior se réfugie dans les locaux de l'ONU à Bissau. Il était recherché par la police pour avoir accusé Vieira d'être «le principal responsable» de l'assassinat de Sanha.
- 9 avril : Martinho Ndafo Kabi est nommé Premier ministre.
- 17 avril : Nouveau gouvernement, numériquement dominé par les partis d'opposition, mais Vieira conserve plusieurs postes clés.
- 16 décembre : Loi d'amnistie qui blanchit les auteurs des coups d'Etat et assassinats politiques entre 1980 et 2004.

- 19 décembre : L'ONU appelle à aider la Guinée-Bissau, «assiégée par les cartels internationaux» de la drogue. Le pays est devenu un lieu de transit pour la drogue en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe.
- 28 février 2008 : La Guinée-Bissau et le Portugal signent un accord de coopération militaire axé sur la formation des troupes et la réhabilitation des infrastructures militaires.
- 6-11 mars : L'armée mène une opération de désarmement de la police.
- 5 août : Dissolution de l'Assemblée nationale, suivie de la démission du gouvernement. Carlos Correia nouveau Premier ministre.
- 6 août : Coup d'Etat «déjoué» à Bissau. Le chef d'état-major de la marine nationale, Jose Americo Bubo Na Tchute, auteur présumé de la tentative de coup d'Etat, est

- arrêté en Gambie, où il demande l'asile.
- 1^{er} octobre : Le directeur de la police de l'immigration de l'aéroport de Bissau et six policiers arrêtés dans le cadre d'un trafic de cocaïne vers le Portugal.
- 16 novembre : Le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC, ex-parti unique) remporte les législatives.
- 23 novembre : Un groupe de militaires attaquent la résidence de Vieira : deux morts au sein de sa garde.
- 25 décembre : Carlos Gomes Junior, chef du PAIGC, nommé Premier ministre.
- 5 janvier 2009 : Le chef d'état-major, le général Tagmé Na Waié, affirme avoir échappé à une tentative d'assassinat.
- 2 mars : Le président Vieira est tué par des militaires à Bissau, quelques heures après l'assassinat du général Na Waié, mort dans un attentat à la bombe.